

pour conséquence de crispier les Écossais, ces derniers retrouvent un Parlement autonome en 1999, après un référendum organisé par le gouvernement travailliste de Tony Blair. « Les Britanniques sont ouverts à la question du partage de la souveraineté », explique Alain-Gérard Gagnon.

« Il n'y a pas plus belle démonstration de défense des valeurs de consociation, de tolérance et de démocratie qu'un référendum », estime Graham Avery qui ajoute que l'existence n'était toutefois pas dénuée de calcul politique : « Tony Blair comptait régler ainsi la question indépendantiste et favoriser les travaillistes en Écosse, tout comme David Cameron était persuadé que, en organisant un référendum sur l'indépendance, le non devrait forcément largement l'emporter et enterrer le sujet... »

MARIE VERDIER

(1) « Belgique : stop ou encore ? Entre fédéralisme, confédéralisme et séparatisme », *Revue Politique étrangère*, hiver 2013.



Nouvel épisode dans le bras de fer entre Madrid et Barcelone, Mariano Rajoy a déclaré lundi devant le comité exécutif de son parti (le Parti populaire, droite, au pouvoir)

VU DE L'UNION EUROPÉENNE

A Bruxelles, un silence teinté d'inquiétude

► L'avenir d'une Écosse indépendante au sein de l'UE soulève de nombreuses questions. ► Craignant un effet d'entraînement, les responsables ne se prononcent pas.

Quelle serait la place de l'Écosse au sein de l'Union européenne (UE) si le « oui » l'emportait ? Attendant le résultat du scrutin pour se prononcer, les « eurocrates » comptent éviter ainsi toute ingérence dans les affaires du Royaume-Uni – l'esquisse publique d'un scénario pourrait influencer le vote. Ils sont aussi bien en peine de répondre, car les traités n'abordent pas la question du statut d'un territoire nouvellement indépendant au sein de l'Union.

Sur cette question, « la politique des institutions européennes est de ne pas avoir de politique », résume le chercheur Graham Avery dans une analyse publiée par le European Policy Centre, un laboratoire d'idées basé à Bruxelles.

Ce vide tient à la nature inédite du scénario d'une victoire du « oui ». Depuis sa création, l'Union

a bien vu ses frontières évoluer : en 1985, les habitants du Groenland, incorporé au royaume de Danemark, ont décidé de se retirer de la « Communauté économique européenne » (CEE) ; en 1990, l'Allemagne s'est réunifiée. Mais jamais Bruxelles n'a été confrontée à la situation d'un territoire se sé-

« La politique des institutions européennes est de ne pas avoir de politique. »

parant d'un État membre tout en voulant se maintenir au sein de l'Union.

« Les Écossais sont plus proeuropéens que les Britanniques et la perspective d'un référendum, d'ici à 2017, sur le maintien du Royaume-Uni au sein de l'UE suscite chez eux des inquiétudes », rappelle Florence Faucher, professeur au Centre d'études européennes de Sciences-Po et spécialiste du Royaume-Uni.

À l'heure où les antieuropéens gagnent du terrain, Bruxelles serait mal inspirée de se priver de citoyens européens. Mais, indépen-

pendantistes, au détriment du parti souverainiste au pouvoir. Convergences et Union (CiU), éclaboussé par le scandale Pujol, et donc d'avenir encore les tensions avec Madrid.

MARIE VERDIER

dante, l'Écosse devrait-elle alors passer par le long parcours des pays candidats pour rejoindre l'UE ? L'hypothèse ne semble pas tenir dans la mesure où, sur tous les plans – économie, droit... –, elle en remplit les critères. Un maintien pur et simple, qui viendrait faire passer la liste des États membres de 28 à 29, aurait néanmoins valeur d'incitation pour les indépendantistes de Catalogne et de Flandre.

Pour les dissuader, le président de la Commission sortante, José Manuel Barroso, a prévenu, en février, qu'il serait « extrêmement difficile, voire impossible » pour une Écosse indépendante d'adhérer à l'UE, expliquant que son adhésion devrait « être approuvée par tous les autres membres » – et serait donc rejetée par les capitales exposées à l'indépendantisme.

La gène de Bruxelles ne s'explique pas par la seule peur de l'effet d'entraînement. « C'est un problème philosophique pour l'UE car son mantra, c'est que l'union fait la force », analyse Yves Bertoncini, directeur du laboratoire d'idées Notre Europe – Institut Jacques Delors. Mais en l'absence de règle, le pragmatisme l'emportera.

MARIANNE MEUNIER

supérieur à ceux de la France et du Royaume-Uni. Outre ses revenus pétroliers, ses industries de pointe, ses pêcheries et ses whiskys, l'Écosse compte 19 universités.

PAROLE XAVIER CRETTEZ

Professeur agrégé de science politique à Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye

« La France a nationalisé son territoire »

« La France est une énigme institutionnelle en Europe. Nous avons totalement réussi la "nationalisation des consciences" à travers l'action des grands corps institutionnels que sont l'armée, l'école et l'administration fiscale. L'Espagne ou la Grande-Bretagne n'ont, à l'inverse, pas poussé aussi loin la nationalisation de leur territoire. Ce qui favorise chez eux les logiques centrifuges. Historiquement, s'il existe en France des revendications régionalistes, nous n'avons pas d'acteurs politiques allant jusqu'à demander l'indépendance. L'Espagne, sans être fédérale, est composée de communautés autonomes dont certaines disposent de droits dérogatoires phénoménaux. Et la Catalogne ou l'Écosse disposent d'une économie qui leur permettrait d'être indépendantes. En France, ce "nationalisme des nantis" ne serait, par exemple, pas applicable à la Corse. »

RECUEILLI PAR LAURENT DE BOISSIEU